



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral n° 2025 – 466 du 19 mars 2025  
levant la mise en demeure imposée à la coopérative EMC2 de respecter  
les prescriptions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-2492 du 25 octobre 1999,  
pour l'installation de stockage de céréales (silo)  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93-2893 du 29 décembre 1993, modifié, autorisant la coopérative agricole EMC2 à exploiter un centre de stockage de céréales et de produits agricoles sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre ;

**Vu** la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées le 12 novembre 2024 des installations précitées ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 27 novembre 2024 référencé FL/585-2024, établi à la suite de la visite de contrôle citée supra, et dont une copie a été transmise à la coopérative EMC2, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2025-10 du 6 janvier 2025 mettant en demeure la société EMC2 de respecter les prescriptions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-2492 du 25 octobre 1999, pour l'installation de stockage de céréales (silo) qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre ;

**VU** la visite de contrôle, effectuée le 20 février 2025, par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, de l'installation de stockage de céréales (silo) exploitée par la coopérative EMC2 à Fresnes-en-Woëvre, et le rapport d'inspection afférent, référencé FL/95-2025, en date du 10 mars 2025.

**CONSIDÉRANT** que les obligations fixées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2025 – 10 du 6 janvier 2025 ont été satisfaites ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Levée de la mise en demeure**

L'arrêté préfectoral n° 2025-10 du 6 janvier 2025 mettant en demeure la coopérative EMC2 de respecter les prescriptions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-2492 du 25 octobre 1999, pour l'installation de stockage de céréales (silo) qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre, **est abrogé** ;

### **Article 2 : Information**

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, à la mairie de Fresnes-en-Woëvre.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de Fresnes-en-Woëvre et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

– à titre de notification, à la coopérative EMC2, située à BRAS-SUR-MEUSE - CS 300045 - 55101 VERDUN CEDEX

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- Mme la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- M. le Directeur de Cabinet – Bureau de Défense et de Protection Civiles.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET